

Results Pack de CORDIS sur le financement privé pour l'efficacité énergétique

Une collection thématique des résultats de la recherche innovante financée par l'UE

Janvier 2022

De nouvelles solutions pour financer la transition énergétique de l'Europe



Table des matières

3

Réduire le risque et le capital associés aux rénovations profondes en matière d'efficacité énergétique

5

Décarbonation de l'immobilier – Évaluer, gérer et éviter le risque carbone grâce au Carbon Risk Real Estate Monitor

7

Un portail de données destiné aux hypothèques normalisées en matière d'efficacité énergétique

10

Mécanismes de financement propres à chaque pays en faveur d'investissements viables en matière d'efficacité énergétique

12

Moins de risques pour les PME qui envisagent de se lancer sur la voie de l'efficacité énergétique

14

Aider les propriétaires à investir dans la rénovation durable

16

Des résultats plus prévisibles pour les projets d'efficacité énergétique

18

Un flux de 150 millions d'EUR pour apporter des liquidités aux investissements dans l'efficacité énergétique

20

Une assurance qualité pour des services d'efficacité énergétique performants

22

Intégrer le coût des rénovations de l'efficacité énergétique dans la facture d'électricité

24

Des prêts hypothécaires verts pour stimuler la demande de logements économes en énergie

26

Un instrument financier innovant peut accélérer la rénovation en profondeur des bâtiments de l'ère soviétique en Lettonie

28

Solution de financement innovante pour les investissements de milieu de gamme en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables dans l'industrie

Éditorial

De nouvelles solutions pour financer la transition énergétique de l'Europe

L'amélioration de l'efficacité énergétique des sociétés et des économies européennes jouera un rôle essentiel pour permettre à l'Union européenne (UE) de réaliser ses ambitions en matière de climat, de stimuler la croissance et d'améliorer le bien-être, en particulier dans la perspective d'atteindre l'objectif de neutralité carbone de l'UE d'ici 2050. Alors que l'efficacité énergétique n'a pas toujours été considérée comme un investissement séduisant par le secteur financier dans le passé, ce Results Pack de Cordis mis à jour présente 13 projets financés par l'UE qui ont créé une nouvelle dynamique en vue d'accélérer et d'accroître le financement privé des investissements dans l'efficacité énergétique au sein de l'UE, ainsi qu'à rendre ces investissements beaucoup plus attrayants pour les investisseurs.

Alors que l'UE a augmenté le montant des fonds publics disponibles pour l'efficacité énergétique, il se révèle indispensable de débloquer davantage de financements privés. Une enveloppe annuelle supplémentaire de 260 milliards d'EUR sera nécessaire pour la période 2021-2030 afin d'atteindre les objectifs que l'UE s'est fixés pour 2030 en matière de climat et d'énergie, tels que la réduction des émissions de carbone de 40% par rapport aux niveaux de 1990 et la réalisation d'un objectif d'efficacité énergétique de 32,5%, le tout dans le cadre de l'ambitieux Pacte vert pour l'Europe. La majeure partie de ce financement devra provenir du secteur privé.

Surmonter les obstacles financiers aux investissements dans l'efficacité énergétique

Les investissements dans l'efficacité énergétique s'accompagnent souvent de coûts de transaction élevés en raison de la petite taille des projets et du fait qu'ils ne sont pas suffisamment regroupés pour attirer les investisseurs. Les investissements dans l'efficacité énergétique tels que les rénovations profondes des bâtiments présentent généralement des délais de récupération relativement longs, si bien que les investisseurs craignent que les économies réalisées ne justifient pas le coût de la rénovation énergétique. Toutefois, il apparaît de plus en plus évident que les risques associés aux investissements dans l'efficacité énergétique sont inférieurs au niveau ressenti par les marchés. Le défi consiste à rassurer les investisseurs sur le fait que les projets d'efficacité énergétique constituent globalement un dossier commercial fiable et solide et à aider les banques et autres organismes financiers à comprendre et à facilement évaluer tous les risques et opportunités associés à un projet particulier.

La normalisation technique et juridique à toutes les étapes de la chaîne de valeur des investissements est absolument nécessaire pour simplifier les transactions et accroître la confiance des institutions financières. Le manque de normalisation des projets empêche la titrisation des actifs liés à l'efficacité énergétique (prêts ou capitaux propres), de sorte que les institutions financières ne sont pas en mesure de refinancer leur dette sur les marchés des capitaux.

En général, le coût des investissements dans l'efficacité énergétique est censé être récupéré exclusivement par la réduction des factures d'énergie. Il est toutefois de plus en plus évident que des avantages non énergétiques jouent un rôle clé dans la décision d'investir dans l'efficacité énergétique. Il s'agit notamment de l'amélioration des paramètres de confort et de santé à l'intérieur des bâtiments, de l'augmentation de la valeur des bâtiments, de la réduction de la probabilité de défaut de remboursement des prêts hypothécaires et de la diminution du taux de rotation ou d'inoccupation locatives. Il existe donc des avantages financiers et économiques tangibles susceptibles d'inciter les institutions financières à investir davantage dans l'efficacité énergétique.

En outre, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de financement innovants au niveau régional ou national afin de créer les conditions d'une offre adéquate de financement privé pour les investissements dans l'efficacité énergétique. Les programmes d'assistance technique financés par l'UE ou par les États membres, tels que BEI-ELENA et H2020/LIFE CET PDA, soutiennent la création de ces dispositifs, dans le but de maximiser progressivement le rapport de l'effet de levier entre les fonds publics et les financements privés.

Enfin, les bailleurs de fonds, les consommateurs et les organismes publics et privés doivent se concerter afin de trouver des solutions pratiques qui permettraient d'accroître le financement de l'efficacité énergétique. L'UE facilite ce dialogue par le biais de forums d'investissement dans l'énergie durable et du groupe des institutions financières pour l'efficacité énergétique (EEFIG).

Présentation des 13 projets qui ouvrent cette voie

Ce Results Pack mis à jour présente spécifiquement 13 projets financés par l'UE qui ont développé des outils et des solutions permettant d'accélérer le financement des investissements dans l'efficacité énergétique. Il fournit également des preuves concrètes que ces solutions testées de manière approfondie sont prêtes à être étendues à plus grande échelle.

Réduire le risque et le capital associés aux rénovations profondes en matière d'efficacité énergétique

En 2019, l'empreinte carbone associée aux opérations de construction telles que le chauffage a augmenté pour atteindre les niveaux les plus élevés jamais enregistrés. Un système de financement innovant financé par l'UE met désormais à disposition une efficacité énergétique de pointe à haut capital.



© Tomas Miki, Shutterstock

Bien que la consommation d'énergie du secteur mondial du bâtiment soit restée stable, les émissions de CO₂ ont augmenté de façon spectaculaire, comptant pour 28 % des émissions mondiales liées à l'énergie en 2019. Il est impératif d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments pour faire baisser ce chiffre.

Les nouvelles réglementations en matière de construction sont une cible tentante, mais environ 85 % des bâtiments européens ont été construits avant 2001, et la plupart d'entre eux seront encore là en 2050. La rénovation est essentielle pour atteindre les objectifs de durabilité. Le projet Accelerate SUNSHINE,

(Save your bUildiNg by SavINg Energy. Begin to move more quickly), financé par l'UE, a soutenu les efforts de rénovation des petites et moyennes municipalités.

Un investissement rentable

Les rénovations standards permettent de réaliser des économies d'énergie de 20 à 30%, tandis que les rénovations profondes faisant appel à des technologies de pointe peuvent réduire la consommation d'énergie des bâtiments de plus de 75%. Toutefois, les investissements nécessaires à cet effet sont importants et le délai d'amortissement est long. Les rénovateurs ont besoin d'un moyen de payer ces travaux de rénovation en profondeur dès aujourd'hui.

Les sociétés de services énergétiques (ESCO) pourraient bien jouer un rôle central. Ces sociétés fournissent à la fois des services énergétiques et des financements. Leur contrat de performance énergétique (CPE) avec les rénovateurs garantit des économies d'énergie et/ou le même service énergétique à un coût inférieur. Si les ESCO se trouvent à court de liquidités, elles se refinancent en vendant des flux de trésorerie ou des créances futures à des banques dans le cadre d'une opération de forfaitage.

Les banques hésitent à s'engager sur les marchés CPE émergents comme la Lettonie. Le programme CPE d'Accelerate SUNSHINE a fourni une autre option aux ESCO: refinancer les contrats ESCO en «vendant» les économies d'énergie prévues (garanties) au Latvian Building Energy Efficiency Facility (LABEEF) créé à cet effet. «Le LABEEF prend alors en charge tous les autres risques et responsabilités des propriétaires de bâtiments», explique Marika Rošā de l'Université technique de Riga et coordinatrice du projet.

Identifier les obstacles

Cette solution ne se contente pas de limiter l'investissement en capital et les risques pour les clients. Elle garantit l'exploitation et le maintien des investissements et la diminution de la consommation d'énergie pendant toute la durée du contrat (jusqu'à 20 ans dans certains cas). Son approche standardisée des contrats et des procédures garantit également que les responsabilités des parties prenantes sont claires et que les travaux de rénovation des bâtiments sont de la plus haute qualité.



Nous avons démontré qu'aborder la rénovation des bâtiments par le biais de financements innovants fonctionne en Lettonie.

Accelerate SUNSHINE s'est heurté à de nombreux obstacles, liés au cadre réglementaire existant et à un manque de cohérence entre les municipalités, qui ont entravé la gestion partagée du projet et les partenariats municipaux programmés.

Malgré les obstacles politiques et économiques, Accelerate SUNSHINE a réussi à mobiliser 20,1 millions d'EUR d'investissements liés à l'énergie pour la rénovation de plus de 100 000 m² de bâtiments publics et multifamiliaux. Cela a permis de réaliser des économies d'énergie allant de 30 à 60% et de réduire la consommation annuelle totale d'énergie de 8,6 GWh.

Le projet a contribué de manière considérable à la compréhension du mode de financement des investissements dans l'efficacité énergétique en Lettonie, au-delà de l'approche prédominante consistant à utiliser les subventions publiques. En outre, le module de forfaitage de la plateforme SUNSHINE a été créé de telle manière qu'il peut être utilisé par d'autres pays, ce qui permet d'étendre le système à toute l'Europe.

«Nous avons démontré qu'aborder la rénovation des bâtiments par le biais de financements innovants fonctionne en Lettonie», déclare Marika Rošā. «La ville de Riga a reconnu notre travail et s'est engagée à inclure des garanties d'efficacité énergétique dans les futures rénovations et nouvelles constructions.» Elle ajoute néanmoins que, sans l'inclusion obligatoire de garanties d'efficacité énergétique ou de CPE pour la rénovation des infrastructures publiques, un marché ESCO fonctionnel restera illusoire.

PROJET

Accelerate SUNSHINE – Save your bUildiNg by SavINg Energy. Begin to move more quickly

COORDONNÉ PAR

Université technique de Riga en Lettonie

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/754080/fr

SITE WEB DU PROJET

sharex.lv



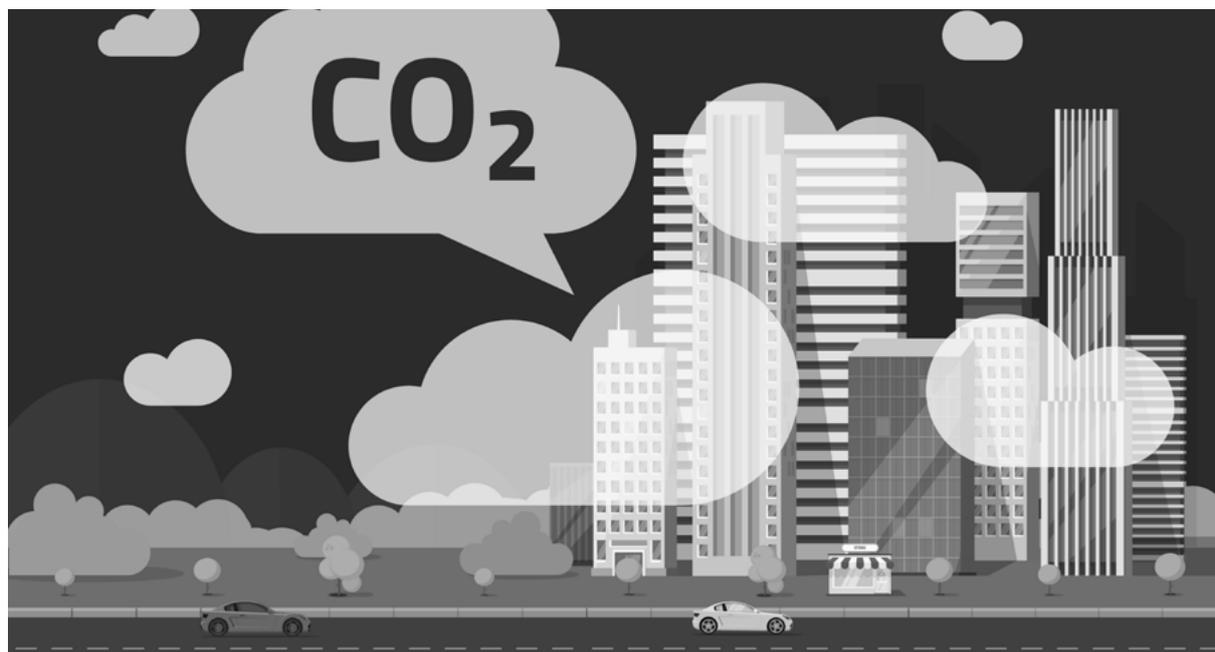
Décarbonation de l'immobilier – Évaluer, gérer et éviter le risque carbone grâce au Carbon Risk Real Estate Monitor

Contenir le réchauffement climatique sous les 2 °C d'ici à 2050 est un objectif louable, mais il serait encore mieux de savoir comment le réaliser. Le projet CRREM propose aux propriétaires immobiliers et parties prenantes concernées des voies de décarbonation spécifiques à chaque pays et aux types de biens, afin d'évaluer, de gérer et d'éviter le risque carbone.

Il n'est un secret pour personne que de nombreux secteurs stratégiques sont loin d'atteindre les objectifs de réduction du réchauffement planétaire prévus par l'accord de Paris. Le secteur immobilier européen est l'un de ces secteurs. Les taux de rénovation sont beaucoup trop bas et la consommation d'énergie bien trop élevée.

Les parties prenantes associées au CRREM (Carbon Risk Real Estate Monitor – Framework for science-based decarbonisation pathways,

toolkit to identify stranded assets and push sustainable investments) estiment que cet écart est en partie attribuable à l'absence d'objectifs spécifiques pour ce marché. Comme l'explique Sven Bienert, directeur de l'IREIBS, le centre des compétences de l'immobilier durable à l'Université de Ratisbonne: «Les investisseurs immobiliers et les autres acteurs du marché n'ont jamais reçu d'orientation en ce qui concerne la "juste part" des émissions de CO₂ de leurs propriétés. Qui plus est, il n'existait aucun outil ou logiciel de planification stratégique et d'identification des risques climatiques.»



Pour y remédier, le CRREM a défini des voies de décarbonation visant un scénario de limitation du réchauffement à 1,5 °C ou 2 °C, propres à chaque pays et sous-secteur (bureaux, hôtels, vente au détail, etc.). Chaque trajectoire part des valeurs carbone et énergétiques actuelles et propose une voie de décarbonation claire jusqu'à l'horizon 2050.

«Outre la possibilité pour les investisseurs de définir leurs propres objectifs sur la base des voies disponibles, nous avons mis au point un outil qui permet de corréler les données de consommation spécifiques aux biens avec ces objectifs. Les investisseurs ont désormais à leur disposition un logiciel capable d'apporter, de manière efficace, une plus grande transparence des risques associés à la transition. Ils peuvent également calculer ce que l'on appelle le risque «d'échouement» – le seuil d'émissions au-delà duquel le bien dépasse sa juste part d'émissions associées à la trajectoire choisie», explique Sven Bienert. Le plus intéressant sans doute pour les parties prenantes, c'est le fait que les résultats sont également présentés en termes monétaires.



Les investisseurs ont désormais à leur disposition un logiciel capable d'apporter, de manière efficace, une plus grande transparence des risques associés à la transition.

l'évolution des facteurs d'émission sont autant de paramètres dont il fallait tenir compte. Mais l'équipe est parvenue à intégrer tous ces paramètres et son logiciel est désormais pleinement opérationnel.

Un outil de référence pour les investissements à venir

Les investisseurs ont eu souvent recours à CRREM pour gérer leur risque carbone, ce qui, selon Sven Bienert, témoigne d'une «très grande adoption de l'industrie». L'équipe concentrera donc ses efforts sur les activités de diffusion et de renforcement de la communauté jusqu'à la fin prévue du projet, en janvier 2021.

Un financement de suivi a déjà été garanti, et un nouveau projet en est à sa phase finale. «Des investisseurs de premier plan comme GPIF au Japon et Ivanhoé Cambridge au Canada tirent parti de nos résultats. Nos recherches ont même fait parler d'elles aux États-Unis, l'American Real Estate Society (ARES) ayant décerné le titre de «meilleur document de recherche européen» au document de recherche du CRREM», fait remarquer Sven Bienert.

À long terme, l'équipe est persuadée que son outil mobilisera des investissements plus proactifs dans le domaine de l'efficacité énergétique. Par ailleurs, il serait utile de distinguer les bons des mauvais actifs et biens à l'heure d'accorder des primes à l'écologie ou des réductions écologiques.

En ce qui concerne les actifs sous gestion, ceux appartenant et/ou gérés par les testeurs et les utilisateurs sont évalués à plus de 300 milliards d'euros, et représentent plus de 5 millions de m² de surfaces louables que l'outil est parvenu à analyser. Il ne fait aucun doute que cet outil aura un impact majeur au cours des prochaines années.

REMARQUE: Cet article a été réimprimé à partir de l'édition 2020 du Results Pack sur le financement privé pour l'efficacité énergétique.

PROJET

CRREM – Carbon Risk Real Estate Monitor – Framework for science-based decarbonisation pathways, toolkit to identify stranded assets and push sustainable investments

COORDONNÉ PAR

Institut pour l'économie immobilière (IIO) en Autriche

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/785058/fr

SITE WEB DU PROJET

crrem.eu



Un portail de données destiné aux hypothèques normalisées en matière d'efficacité énergétique

Sans soutien financier, les projets d'efficacité énergétique sont voués à l'échec; et ce soutien ne peut être obtenu sans données fiables pour l'analyse des risques. Le projet EeDaPP, qui fait partie de la «Energy Efficient Mortgages Initiative», fournit un protocole axé sur le marché pour enregistrer ces données et les mettre à la disposition des acteurs concernés.



© pickingspk, Shutterstock

Les obligations vertes ont le vent en poupe. En 2018, l'émission de ces titres à revenu fixe, créés pour financer des projets climatiques et environnementaux, a atteint une valeur de 40 milliards d'euros en Europe. Le tableau n'est pas totalement

rose: il n'existe pas de norme uniforme pour les obligations vertes dans l'UE. Une telle norme est toutefois essentielle si l'on souhaite augmenter la part des opérations de prêts et de financements verts.



C'est la première fois qu'un groupe composé de banques et de prêteurs hypothécaires de premier plan, de fournisseurs de données, d'entreprises et d'organisations issues des secteurs du bâtiment et de l'énergie se réunit de manière proactive pour discuter du financement privé de l'efficacité énergétique.

Grâce aux travaux menés dans le cadre de l'Energy Efficient Mortgages Initiative (EEMI), qui comprend les projets EeMaPP et EeDaPP (Energy efficiency Data Protocol and Portal), une telle norme pourrait bientôt voir le jour. «Nous travaillons à la création d'un label EEM (Energy Efficient Mortgage ou hypothèque visant l'efficacité énergétique) pour stimuler le développement du marché. Il fournira un modèle de rapport cohérent aux acteurs du marché qui leur donnera accès à des informations pertinentes, transparentes et normalisées sur les hypothèques. À terme, ce label permettra la titrisation et l'émission d'obligations vertes et augmentera le soutien et la confiance dans les EEM», explique Luca Bertalot, coordinateur du projet.

Luca Bertalot est le secrétaire général de la Fédération hypothécaire européenne – Conseil européen des obligations sécurisées (EMF-ECBC), qui peut se targuer d'une longue expérience en matière de labellisation des obligations. En 2012, l'organisation a créé le «Covered Bond Label», un label de qualité qui répond aux demandes du marché pour des normes améliorées et une plus grande transparence du marché des obligations sécurisées. Le projet EeDaPP tire parti du succès de ce label pour le contexte particulier de l'efficacité énergétique.

Comblant le fossé de la rénovation

«C'est la première fois qu'un groupe composé de banques et de prêteurs hypothécaires de premier plan, de fournisseurs de données, d'entreprises et d'organisations issus des secteurs du bâtiment et de l'énergie se réunit de manière proactive pour discuter du financement privé de l'efficacité énergétique», fait remarquer Luca Bertalot.

L'idée consiste à combler le fossé de la rénovation grâce à une initiative de financement privé qui agit en complémentarité avec les fonds publics, les incitations fiscales et les rabais des services publics. L'initiative EEMI accompagne l'UE dans la réalisation de ses objectifs d'économies d'énergie tout en associant l'Union des marchés des capitaux au programme en matière d'efficacité énergétique.

«Une innovation clé du projet EeDaPP est la conception et la mise en œuvre d'un protocole axé sur le marché. Ce protocole permet l'enregistrement à grande échelle des données relatives aux actifs EEM (prêt octroyé au cas par cas) grâce à un modèle de rapport normalisé. Ces données peuvent ensuite être consultées par le biais d'un portail centralisé qui assure un suivi permanent de la performance des actifs EEM. Cela facilitera le balisage de ces actifs aux fins de l'émission d'obligations en matière d'efficacité énergétique», explique Luca Bertalot.

L'idée est que le futur portail comporte deux composantes principales: une zone de transit, où les données sont stockées et rendues disponibles à des fins d'analyse, et l'outil de veille économique, qui agrège les données et les prépare aux différents objectifs d'analyse des groupes d'utilisateurs.

Les ensembles de données techniques et financières recueillis dans le cadre du projet permettront aux parties prenantes de corréler les caractéristiques d'efficacité énergétique d'un bâtiment avec sa valeur et la performance de son prêt. Grâce à ces données, il sera possible de mieux comprendre l'impact de l'efficacité énergétique sur la probabilité de défaut (PD) des emprunteurs et sur le taux de perte en cas de défaut (LGD). Ces paramètres permettront l'identification des actifs EEM et démontreront que ces derniers peuvent servir au traitement préférentiel du capital sur la base de données normalisées à grande échelle et d'une analyse de corrélation.

Une autre grande réalisation du projet est l'établissement d'une définition de l'EEM. Aux termes de cette définition, les EEM ont vocation à financer l'achat/la construction et/ou la rénovation de bâtiments résidentiels et commerciaux. Les EEM concernent en particulier les bâtiments dont la performance énergétique respecte ou dépasse les normes de meilleure pratique du marché pertinentes, conformément aux exigences législatives actuelles de l'UE et/ou aux efforts visant à améliorer la performance énergétique d'au moins 30%.

L'initiative EEMI compte actuellement 107 participants au programme pilote, 59 banques pilotes et 48 autres organisations de soutien. Un projet de suivi pour EeMaPP et EeDaPP sera lancé

en septembre 2020. Il poursuivra les efforts précédents visant à développer les EEM en Europe et au-delà.

REMARQUE: Cet article a été réimprimé à partir de l'édition 2020 du *Results Pack sur le financement privé pour l'efficacité énergétique*.

PROJET

EeDaPP – Energy efficiency Data Protocol and Portal

COORDONNÉ PAR

Conseil des obligations sécurisées et des prêts hypothécaires en Belgique

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/784979/fr

SITE WEB DU PROJET

energyefficientmortgages.eu



Mécanismes de financement propres à chaque pays en faveur d'investissements viables en matière d'efficacité énergétique

La diversité des obstacles qui empêchent le financement de projets d'efficacité énergétique dans toute l'Europe appelle une approche spécifique à chaque pays. Le projet E-FIX a mis au point un ensemble de solutions qui devraient déjà permettre d'économiser un total de 54 GWh d'énergie par an dans six pays d'Europe centrale et orientale et dans la région du Caucase.

La nature des obstacles aux investissements dans l'efficacité énergétique tend à varier d'un pays à l'autre. Certains pays bénéficient simplement de la faiblesse des prix des combustibles fossiles, de sorte que les rénovations ne sont pas rentables, tandis que d'autres ne disposent pas des cadres juridiques et réglementaires, de la sensibilisation des utilisateurs finaux ou de l'expertise en matière de

financement de l'efficacité énergétique nécessaires à la réalisation des changements.

Le projet E-FIX, financé par l'UE, a été conçu pour remédier à ces différences. Le consortium a orienté les parties prenantes dans la recherche de mécanismes de financement adaptés et innovants



en Arménie, en Autriche, en Croatie, en Géorgie, en Pologne et en Tchéquie. «Nous avons identifié les mécanismes les plus pertinents – leasing, contrat de performance énergétique ou financement participatif – et avons mené des projets pilotes dans chaque pays», explique Andreas Karner, chef de l'équipe «énergie et environnement» à ConPlusUltra et coordinateur du projet E-FIX.

Dans chaque pays, le consortium du projet a poursuivi trois objectifs. Dans un premier temps, les membres du consortium ont cherché à assurer une réserve permanente de projets au-delà de 2020. Ils ont ensuite créé des centres de compétences en financement de l'énergie, dont quatre sont encore en cours de lancement. Ces centres disposent du savoir-faire en matière de financement de l'efficacité

énergétique et assureront la continuité du projet dans les années à venir. Enfin, l'équipe a élaboré des plans d'action nationaux visant à promouvoir l'efficacité énergétique et à accroître la visibilité des différents mécanismes de financement disponibles.

Dans le cas de la Géorgie, par exemple, le consortium a testé le «leasing énergétique».

«Notre partenaire local a mis en place un mécanisme complet de location d'équipements à haut rendement énergétique. Ce paquet tout-en-un met à la disposition du secteur privé des équipements efficaces sur le plan énergétique et qui servent à la production d'énergie renouvelable», explique Andreas Karner. Les plateformes de leasing en Géorgie se professionnalisent et commencent à offrir un plus large éventail de possibilités de financement.

Avant E-FIX, le leasing n'avait jamais été envisagé pour des projets énergétiques en Géorgie. L'équipe a identifié plusieurs types de projets pilotes pertinents, couvrant les machines et équipements de construction, les machines agricoles, les machines de construction routière, les lignes de production mobiles, les machines de transport et les technologies d'énergie renouvelable. Au total, le pays a mis en place 53 projets pilotes, pour une valeur d'investissement totale de 6 millions d'EUR.

Aller au-delà de la durée de vie du projet

Dans tous les pays, l'équipe du projet a invité les parties prenantes à examiner ensemble la situation du marché local de l'efficacité

énergétique. Ils ont identifié les défis, les lacunes, les obstacles et les opportunités rencontrés, et ont produit des rapports propres à chaque pays.

«Globalement, je dirais que les aboutissements les plus importants sont l'élaboration de matériel de formation ainsi que la formation d'ambassadeurs chargés de veiller au renforcement du savoir-faire au niveau national», ajoute Andreas Karner. Les modules de formation du projet couvrent la didactique, le financement participatif, le leasing, le contrat de performance énergétique et le financement de projets.

Les projets réalisés dans les six pays partenaires vont de la rénovation de l'école internationale de Vienne financé au moyen d'un financement participatif au remplacement d'appareils de chauffage dans la municipalité de Pokrzywnica par le biais de contrats de performance énergétique en Pologne. Au total, 78 projets ont été mis en œuvre, pour un investissement de 31 millions d'EUR et des économies d'énergie de 54,09 GWh/an.

L'équipe a également élaboré des plans d'action nationaux et une feuille de route européenne sur le financement de l'efficacité énergétique. Andreas Karner espère que, à long terme, le recours à des financements innovants pour les projets d'efficacité énergétique gagnera en popularité. «Notre projet contribue à l'élaboration de nouvelles politiques, prépare le terrain pour les investissements, renforce les capacités et les compétences, et favorise les économies d'énergie et la production d'énergies renouvelables», conclut-il.

PROJET

E-FIX – Developing and transferring an innovative Energy Financing miX in order to activate private sector finance for increased investments in sustainable energy projects

COORDONNÉ PAR

ConPlusUltra en Autriche

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/785081/fr

SITE WEB DU PROJET

energyfinancing.eu



Moins de risques pour les PME qui envisagent de se lancer sur la voie de l'efficacité énergétique

Le projet ESI Europe propose une solution clé en main aux PME frileuses à l'idée d'investir dans l'efficacité énergétique. Son approche a été présentée aux PME d'Italie, du Portugal et d'Espagne concernées par ce phénomène. Le projet bénéficie déjà du soutien de grandes compagnies d'assurances et d'institutions financières de premier plan.



© Freedomz, Shutterstock

Les PME ont beau être un moteur de l'innovation, l'efficacité énergétique représente toujours un «trou noir» pour elles. Lorsqu'elles décident d'investir, il n'est plus possible de faire machine arrière – et elles ne savent que très rarement ce qui les attend au bout du tunnel. En fin de compte, les énormes dépenses qu'elles consentent s'avèrent-elles payantes? Les promesses des entreprises de services

énergétiques (ESCO) concernant les économies sont-elles vraiment dignes de confiance?

Face à ces questions, le choix le plus facile et le plus sûr était jusqu'à présent de préserver le statu quo. Comme l'explique Daniel Magallon, directeur général de l'Agence de Bâle pour l'énergie durable (BASE):

«Les PME accordent normalement la priorité aux investissements qui touchent le plus au cœur de leur activité principale. Cela leur permet de mieux contrôler les risques et les rendements, et d'éviter de gaspiller leurs ressources déjà limitées.»

Daniel Magallon, en qualité de coordinateur du projet ESI Europe (Driving Investment in Energy Efficiency through Energy Savings Insurance in Europe), est convaincu que l'assurance concernant les économies d'énergie (ESI) est la solution pour apporter aux PME davantage de garanties de retour sur les investissements dans l'efficacité énergétique. «L'ESI réduit les risques et garantit les économies d'énergie. Le modèle se compose de quatre éléments principaux: un modèle de contrat client-fournisseur; une ESI proposée par les compagnies d'assurances locales; un avis technique sur le projet rendu par un validateur technique indépendant (SGS); et l'accès à différentes sources de financement compétitives provenant des institutions financières locales», ajoute-t-il.

En plus de cette combinaison unique de mécanismes, la principale innovation de l'ESI réside dans son «système d'informations de gestion» (MIS). Cette plateforme web indique et surveille la performance de chaque projet. En outre, elle a recours à la technologie de la chaîne de blocs pour garantir l'immuabilité et la sécurité des opérations.

En substance, le MIS fournit une plateforme qui permet de faciliter l'échange d'informations entre parties prenantes. «Le fournisseur de solutions élabore et téléverse des rapports de performance sur la plateforme que le client approuve ou rejette par la suite. L'entité chargée de la validation gère et vérifie les rapports, le cas échéant, et les institutions financières et compagnies d'assurances peuvent visualiser les performances des projets qu'elles soutiennent», fait remarquer Daniel Magallon.

Attirer les PME

ESI Europe avait pour ambition de mettre cette combinaison de solutions ESI à la disposition de l'Europe, en se concentrant sur l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Différents accords de collaboration ont déjà été conclus avec les différents acteurs qui jouent un rôle important dans le modèle ESI.

«Nous avons engagé un total de six compagnies d'assurances de renom dans les trois pays où nous sommes présents. Il s'agit d'un résultat notable, étant donné que le modèle ESI a essentiellement vocation à instaurer la confiance de l'utilisateur final dans l'efficacité énergétique. Nous nous sommes également

associés à cinq institutions financières et avons travaillé en étroite collaboration avec tous ces acteurs sur les aspects pertinents du modèle ESI», explique Daniel Magallon.

Les efforts pour susciter la participation des PME avaient commencé à produire leurs effets avant qu'éclate l'épidémie de COVID-19. Daniel Magallon est toutefois persuadé que le consortium pourra relancer sa dynamique plus tard en 2020 et espère qu'une grande partie des investissements annulés en raison du coronavirus reprendra bientôt de plus belle. L'équipe a notamment identifié des opportunités dans le secteur des systèmes solaires de toiture en Espagne. «Nous pensons que le modèle d'ESI Europe peut même fonctionner dans ces circonstances difficiles. Il réduit les niveaux d'incertitude qui entourent les investissements», précise-t-il.

Le service sera commercialisé sous le nom «GoSafe with ESI». S'il est couronné de succès, il est susceptible de secouer fortement le comportement du marché en levant la plupart des barrières qui entravent les investissements des PME dans l'efficacité énergétique.

REMARQUE: Cet article a été réimprimé à partir de l'édition 2020 du Results Pack sur le financement privé pour l'efficacité énergétique.



L'ESI réduit les risques et garantit les économies d'énergie.

PROJET

ESI Europe – Driving Investment in Energy Efficiency through Energy Savings Insurance in Europe

COORDONNÉ PAR

Agence de Bâle pour l'énergie durable en Suisse

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/785061/fr

SITES WEB DU PROJET

esi-europe.org
gosafe-esi.com



Aider les propriétaires à investir dans la rénovation durable

Un modèle de financement innovant pour l'efficacité énergétique a été testé à grande échelle par le projet EuroPACE, et est actuellement mis en œuvre dans différentes villes d'Europe. Son succès pourrait être déterminant pour la réalisation des objectifs climatiques de l'UE.

Rénover une maison pour la rendre plus économe en énergie peut se révéler complexe, surtout en période d'incertitude. Les propriétaires doivent obtenir un prêt, trouver un architecte et des entrepreneurs fiables, et jongler avec des budgets limités. Ajoutez à cela de nouvelles exigences en matière de durabilité et une montagne de

paperasse, et vous vous retrouvez avec suffisamment d'obstacles pour décourager même les propriétaires les plus motivés.

Mais il pourrait y avoir une lumière au bout du tunnel. Avec le soutien du projet EuroPACE (Developing, piloting and standardising



on-tax financing for residential energy efficiency retrofits in European cities), financé par l'UE, un consortium de sept sociétés, agences de l'énergie, villes et organisations à but non lucratif a numérisé l'ensemble du processus de rénovation et l'a testé avec un partenariat public-privé (PPP) à Olot, en Espagne.

«L'idée était d'accompagner les habitants d'Olot dans leur démarche de rénovation de leur maison. Nous avons créé le premier programme de rénovation écologiquement durable qui combine un financement abordable, une assistance technique et un financement intelligent», explique Eduard Puig, directeur de l'exploitation de la société espagnole GNE Finance, l'un des partenaires du projet.

EuroPACE apporte trois innovations. Celles-ci consistent en une nouvelle façon de mobiliser des capitaux privés et des fonds publics, un processus de rénovation simplifié et numérisé avec un guichet unique fournissant tous les conseils techniques, l'assistance, la formation, la vérification et les services de financement nécessaires, et une double innovation en matière de politique publique.

Grâce à ces outils, EuroPACE a surmonté les principaux obstacles à la rénovation résidentielle. L'équipe du projet a assisté les propriétaires locaux dans leurs démarches de sélection des entrepreneurs, de vérification des travaux et d'obtention d'un financement.

Au total, quelque 1,87 million d'EUR d'investissements ont été mobilisés pour des maisons intelligentes, une meilleure accessibilité, des portes et fenêtres à haut rendement énergétique, l'isolation, le chauffage et la climatisation, ainsi que des solutions d'énergie renouvelable.

Même les groupes vulnérables ont pu bénéficier du programme, grâce à un mécanisme d'atténuation des risques qui accorde un financement abordable même en cas de prêt très risqué.

Des stratégies locales sur mesure pour l'Europe

EuroPACE s'inspire du modèle de financement PACE, qui connaît un grand succès aux États-Unis. «Dans ce modèle, les autorités locales et étatiques reconnaissent que les rénovations énergétiques vont dans l'intérêt public. Cela justifie l'utilisation d'un système fiscal qui soutient le remboursement des prêts», explique David Cannarozzi, directeur général de GNE Finance. «De plus, les programmes PACE ont fait figure de pionniers en proposant une nouvelle façon d'associer les entrepreneurs de services énergétiques au processus de vente, ce qui a considérablement stimulé la demande de rénovation des habitations.»

Imiter le modèle américain n'a pas été une mince affaire. L'idée de modifier la législation fiscale s'est dans un premier temps heurtée

à un certain scepticisme en Europe, mais le consortium est parvenu à trouver une solution juridique pour mettre en œuvre ce modèle en permettant aux municipalités de participer au remboursement et au recouvrement. «Premièrement, nous permettons aux administrations publiques de participer au processus de recouvrement des dettes en cas de prêts non productifs et de défaut de paiement, afin d'offrir un certain niveau de sécurité aux investisseurs. Deuxièmement, nous nous assurons que le financement est lié à la propriété, ce qui en fait de facto un financement d'actifs», explique David Cannarozzi.

À la suite d'une analyse juridique et fiscale préliminaire menée dans toute l'UE-28, trois villes (Lisbonne, Mouscron et Valence) ont été sélectionnées pour poursuivre le test d'EuroPACE. Le projet a permis de trouver des partenaires et de mettre en place des cadres de guichets uniques locaux.

Mais ce n'est pas tout. Depuis sa conclusion, EuroPACE a inspiré de nombreux autres projets européens et est devenu une marque à part entière. Un programme de ce type est en cours d'élaboration dans les îles Baléares, tandis que Barcelone a lancé son propre programme HolaDomus après la fin du projet.

«Nous disposons désormais d'une boîte à outils qui peut et va aider les acteurs à développer des modèles de rénovation de l'habitat évolutifs et intégrés», fait remarquer Eduard Puig. Cette boîte à outils devrait survivre au projet EuroPACE. Il ajoute: «Notre entité juridique dérivée, Fundació EuroPACE, opère déjà dans huit autres villes de la province de Gérone et est en discussion avec le gouvernement provincial pour s'étendre à toute la province.»



Nous disposons désormais d'une boîte à outils qui peut et va aider les acteurs à développer des modèles de rénovation de l'habitat évolutifs et intégrés.

PROJET

EuroPACE – Developing, piloting and standardising on-tax financing for residential energy efficiency retrofits in European cities

COORDONNÉ PAR

Centre de recherche sociale et économique (CASE) en Pologne

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/785057/fr

SITE WEB DU PROJET

europace2020.eu

Des résultats plus prévisibles pour les projets d'efficacité énergétique

ICP Europe apporte une normalisation bien nécessaire des processus de réalisation des projets de rendement énergétique. Les promoteurs qui ont recours à sa certification ont fait état d'économies bien plus proches de leurs prévisions initiales, réduisant ainsi les coûts d'investissement dans le processus.



© kanphiphat, Shutterstock

Toute personne ou société désireuse d'investir dans des projets d'efficacité énergétique a entendu parler de ce que les parties prenantes appellent le «ratio risque/rendement». Il existe même un dicton à ce sujet aux États-Unis: «Meter and pay or deem and pray» que l'on pourrait traduire par «mesure et paye ou suppose et prie». Comme l'affirme Jorge Rodrigues de Almeida, fondateur et directeur général de RdA Climate Solutions: «Cela signifie que nous espérons vraiment un résultat, mais que nous ne disposons pas des normes requises pour le mesurer.»

Jorge Rodrigues de Almeida ne connaît que trop bien ce problème. Il conseille depuis des années les gouvernements et les grandes

industries dans leurs projets d'énergie durable. Il a également contribué à la mise en place du projet de l'Investor Confidence Project, (ICP). Son objectif? Uniformiser la manière dont les projets d'efficacité énergétique sont développés, documentés et mesurés.

ICP Europe a pris forme dans le cadre de deux projets distincts: ICPEU et I3CP (Industrial and Infrastructure Investor Confidence Project). Alors que le premier se concentrait sur les bâtiments, le second mettait l'accent sur les projets industriels et d'infrastructure. Tous deux pâtissaient encore de l'écart entre les améliorations prévues en matière d'efficacité énergétique et les performances réelles.



Les pays de l'UE ont tous des normes différentes pour l'élaboration d'un projet d'efficacité énergétique. Nous avons dû identifier toutes les exigences légales, les cadres et les normes et les intégrer dans notre propre processus.

«Nous avons élaboré des protocoles normalisés et des outils associés tels que des spécifications de développement de projet, un index des ressources nationales et des modèles pour les projets d'efficacité énergétique dans les bâtiments, l'industrie et les infrastructures. Pour ces dernières, nous nous sommes concentrés sur l'éclairage public et les projets industriels», explique Jorge Rodrigues de Almeida.

Lorsque le projet a été lancé en mai 2017, l'idée que la normalisation du développement et de la documentation pourrait réduire les performances et les coûts de transaction semblait plutôt abstraite.

Pourtant, à la fin du projet ICPEU, le fournisseur mondial d'assurance et de réassurance, Munich Re, l'a accepté et a commencé à proposer des tarifs d'assurance plus bas aux projets certifiés ICP.

De normes communes à des projets aboutis

Depuis lors, les projets certifiés Investor Ready Energy Efficiency™ de l'ICP s'accumulent. À Liverpool, un projet de 13 millions GBP (14,5 millions EUR) a permis d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire les émissions de CO₂ des trois hôpitaux locaux du National Health Service (NHS). Les rénovations comprennent de nouveaux centres de cogénération au gaz, de nouveaux variateurs de vitesse pour les moteurs, l'optimisation des installations et un vaste programme de modernisation de l'éclairage. «Ce projet a permis de réaliser des économies garanties de 14 500 000 kWh par an, soit une économie annuelle de 1,85 million GBP. Cela représente une économie d'énergie moyenne de 50% et une réduction moyenne des émissions de carbone de 33%», fait remarquer Jorge Rodrigues de Almeida.

Les mesures d'économie d'énergie mises en œuvre sur le site de production de GOURMET à Vienne sont un autre exemple de projet fructueux rendu possible par l'ICP. Ces mesures, qui comprennent notamment la réutilisation de la chaleur fatale de deux installations de refroidissement rapide pour répondre à la demande de chauffage de trois systèmes de ventilation, devraient permettre des économies d'énergie annuelles de 635 MWh de gaz naturel et de 135 MWh d'électricité. L'investissement sera amorti au bout de 6,3 ans.

Réaliser une telle normalisation a été le plus grand défi auquel le consortium a été confronté, comme le souligne Jorge Rodrigues de

Almeida. «Les pays de l'UE ont tous des normes différentes pour l'élaboration d'un projet d'efficacité énergétique. Nous avons dû identifier toutes les exigences légales, les cadres et les normes et les intégrer dans notre propre processus. Étrangement, personne n'avait jamais fait cela auparavant.»

Un autre obstacle résidait dans les concepteurs de projets eux-mêmes. «Ils sont convaincus que leur façon de développer un projet est unique et les distingue de la concurrence. La dure vérité est que, souvent, ce n'est pas le cas», ajoute Jorge Rodrigues de Almeida. Ce que l'équipe a trouvé, c'est plutôt un processus non documenté et souvent non contrôlé qui implique de multiples feuilles de calcul, des modèles et des calculs séparés – une source d'erreurs et de lacunes dans les performances.

«Il s'agit exactement du même problème que celui rencontré par les premiers projets de parcs éoliens», ajoute Jorge Rodrigues de Almeida. «Chaque développeur avait sa propre façon d'évaluer les projets jusqu'à ce que l'industrie et les financiers se réunissent pour élaborer une méthodologie standard. Nous n'en sommes pas encore là avec l'ICP, mais cela représente un grand pas en avant.»

Les développeurs de projets qui ont d'abord considéré l'ICP comme une complexité supplémentaire semblent désormais en convenir, alors que le secteur financier l'a immédiatement accepté comme étant la bonne approche. Bien que les projets ICPEU et I3CP soient désormais terminés, l'équipe du projet travaille en étroite collaboration avec eux pour intégrer l'ICP dans leurs différents processus.

REMARQUE: Cet article a été réimprimé à partir de l'édition 2020 du Results Pack sur le financement privé pour l'efficacité énergétique.

PROJET

I3CP – Industrial and Infrastructure Investor Confidence Project

COORDONNÉ PAR

EnergyPro Limited au Royaume-Uni

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/754056/fr

SITE WEB DU PROJET

europe.eepformance.org



Un flux de 150 millions d'EUR pour apporter des liquidités aux investissements dans l'efficacité énergétique

Des outils innovants, testés par le secteur, visent à encourager les investissements dans des initiatives en matière d'efficacité énergétique, notamment celles menées par les PME.

À mesure que le monde cherche à réduire ses émissions de carbone, la demande de solutions d'efficacité énergétique ne cesse de croître. Malheureusement, une grande partie de cette demande risque de ne pas pouvoir être satisfaite en raison d'un manque de financement.

«Les PME et les petits projets dans le secteur de l'efficacité énergétique ont du mal à obtenir les investissements et les financements tiers abordables dont ils ont besoin pour réussir», explique Michael Pachlatko, directeur européen de Joule Assets, une

société qui œuvre à étendre le développement des énergies propres, l'accès au marché des petits clients et les marchés de l'efficacité énergétique.

Avec le soutien du projet LAUNCH (Sustainable energy assets as tradable securities), financé par l'UE, Joule Assets s'efforce de combler ce déficit de financement. «Notre objectif principal est de normaliser le traitement des investissements dans l'efficacité énergétique grâce à l'utilisation d'outils innovants et testés par le



secteur», explique Michael Pachlatko. «Ensemble, ce portefeuille de solutions permettra l'agrégation et la titrisation des investissements dans l'efficacité énergétique – indépendamment de la taille d'un projet.»

Ouvrir les vannes

Le consortium LAUNCH a rassemblé des centaines d'acteurs des secteurs de l'énergie et du financement, notamment des promoteurs de projets, des fonds financiers, des banques et des sociétés de services énergétiques (ESCO). «Pour que nos solutions

apportent une réelle valeur ajoutée aux utilisateurs – et pour garantir leur adoption par le marché – nous savions qu'elles devaient être conçues par ceux qui allaient en bénéficier», ajoute Michael Pachlatko.

Ensemble, l'équipe a produit une série de ressources pratiques et normalisées. Il s'agit notamment de contrats de performance énergétique de qualité pour les investisseurs, de protocoles d'évaluation des risques standardisés pour les investisseurs, d'outils permettant aux développeurs de projets d'accéder au capital de

croissance et de propositions de valeur testées sur le marché pour les clients finaux des développeurs de projets.

«Chacune de ces solutions a été conçue dans le but d'apporter de l'argent et des liquidités au marché de l'efficacité énergétique et de permettre aux PME d'en profiter», fait remarquer Michael Pachlatko.

Pour s'assurer que ces outils répondent aux besoins réels du marché, le projet a mené un vaste programme pilote dans une douzaine de pays européens. Au total, 17 développeurs de projets et cinq institutions financières ont testé une ou plusieurs solutions LAUNCH sur une année.

Les résultats de ces programmes pilotes ont permis d'informer et d'apporter une valeur ajoutée à un flux de 150 millions d'EUR d'investissements dans des projets. Ce montant comprend 2,1 millions d'EUR en opérations conclues pendant le projet lui-même, et 31 millions d'EUR d'investissements supplémentaires en cours de traitement pour un financement à la fin du projet», précise Michael Pachlatko.

Le projet a également permis de créer le LAUNCH Learning Hub, une compilation de ressources éducatives gratuites sur les principaux concepts financiers et commerciaux. «Avec le Hub, les utilisateurs peuvent améliorer la façon dont ils présentent leur société, leur projet ou leur réservoir de projets aux investisseurs et aux clients finaux», fait remarquer Michael Pachlatko.

Payer des dividendes

Mais LAUNCH est plus qu'une simple collection d'outils – c'est un mouvement. «Toutes nos solutions peuvent être considérées comme une rampe de lancement pour d'autres travaux», déclare Michael Pachlatko.

Prenons par exemple le projet PROPEL, financé par l'UE. Lancé en juin 2021, ce projet implique de nombreuses parties prenantes du projet LAUNCH. «Ce projet s'appuie sur la dynamique de LAUNCH et cherche à créer une solution institutionnalisée au long cours pour relever les défis des investissements dans l'énergie durable», explique Michael Pachlatko.

D'après Michael Pachlatko, le projet créera la Sustainable Energy Finance Association (SEFA), qui intégrera et poursuivra le travail effectué par les projets LAUNCH et PROPEL.



Les PME et les petits projets dans le secteur de l'efficacité énergétique ont du mal à obtenir les investissements et les financements tiers abordables dont ils ont besoin pour réussir.

PROJET

LAUNCH – Sustainable energy assets as tradable securities

COORDONNÉ PAR

Groupe Joule Assets Europe en Italie

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/847048/fr

SITE WEB DU PROJET

launch2020.eu



Une assurance qualité pour des services d'efficacité énergétique performants

Il est essentiel d'instaurer la confiance dans les services d'efficacité énergétique afin de stimuler les investissements dans les bâtiments durables. Le projet QualitEE a développé des critères d'évaluation de la qualité et des systèmes d'assurance en vue de réaliser cet objectif.



© Olivier Devroede, Shutterstock

Avez-vous déjà entendu parler des fournisseurs de services d'efficacité énergétique? C'est assurément le cas de certaines sociétés qui explorent de nouvelles technologies et mesures visant à utiliser plus efficacement l'énergie qu'elles consomment. Mais en réalité, la plupart d'entre elles ont du mal à faire confiance à ces fournisseurs, et cela peut être dû en partie à un manque d'information.

QualitEE (Quality certification framework for Energy Efficiency services to scale up responsible investment in the building sector) vise à remettre les choses en place en fournissant des outils fiables

pour l'évaluation de la qualité et la passation de marché. Ces outils comprennent notamment des lignes directrices pour l'évaluation de la qualité, l'évaluation financière et un manuel de passation de marché. «Notre boîte à outils permet d'établir la confiance entre les consommateurs, les fournisseurs et les financiers. Elle propose des informations relatives aux bonnes pratiques ainsi qu'un cadre permettant d'établir un consensus sur la définition des services de bonne qualité», explique Klemens Leutgöb, coordinateur du projet et directeur général du cabinet de conseil autrichien e7 energy innovation and engineering.

La boîte à outils peut être utilisée à des fins d'auto-évaluation, depuis l'élaboration du projet jusqu'à la passation de marché et la livraison. Elle a été élaborée en étroite collaboration avec les parties prenantes et testée dans le cadre de 28 projets pilotes répartis dans 11 pays européens. Jusqu'à présent, ces projets pilotes ont permis de réaliser 33 GWh d'économies d'énergie et une économie de plus de 9 200 tonnes d'émissions de CO₂ chaque année.

Dans chacun de ces 11 pays, l'équipe a lancé le développement de programmes nationaux d'assurance qualité. «Les critères d'évaluation de la qualité de notre boîte à outils nous ont servi à constituer l'épine dorsale de ces programmes. Dans la plupart des cas, ils n'en sont qu'au début de leur mise en œuvre, mais le décor est planté pour les voir se concrétiser», ajoute Rodrigo Morell, chef de projet pour les programmes d'assurance qualité et directeur général du cabinet de conseil espagnol CREARA.

Des approches sur mesure

La diversité de la portée des projets de services d'efficacité énergétique est l'une des premières choses que l'équipe a identifiées au cours de ses recherches. Les projets pilotes de QualitEE tendent à refléter cette réalité, avec des investissements allant de 20 000 EUR pour le remplacement de l'éclairage à 8,5 millions EUR investis dans la rénovation profonde des bâtiments.

De même, il existe plusieurs nuances locales dans les marchés des États membres. Cela a exigé une approche flexible, comme l'explique Klemens Leutgöb. «Nous avons défini des critères d'évaluation de la qualité qui peuvent être appliqués à l'évaluation d'un service d'efficacité énergétique, quelle que soit sa taille, son étendue ou sur la base de n'importe quelle approche. Ils révèlent si les éléments essentiels à la réussite ont été pris en compte dans le développement du service plutôt que forcer une approche particulière ou un contrat type. En outre, nous avons défini un ensemble de critères d'évaluation de la qualité au niveau européen. Il établit un cadre commun pour les adaptations nationales qui tiennent compte des nuances du marché local.»

En fin de compte, l'équipe du projet a dû définir différentes approches d'institutionnalisation de l'évaluation de la qualité en fonction du pays concerné. Alors que certains pays comme l'Espagne étaient déjà saturés de systèmes de certification – appelant à l'amélioration des

systèmes existants plutôt qu'à la création de nouveaux systèmes – d'autres n'en avaient aucun ou nécessitaient de nouveaux systèmes complémentaires aux systèmes existants (par exemple le Royaume-Uni).



Nous avons défini des critères d'évaluation de la qualité qui peuvent être appliqués à l'évaluation d'un service d'efficacité énergétique, quelle que soit sa taille, son étendue ou sur la base de n'importe quelle approche.

Grâce à des enquêtes menées dans 15 pays européens, le projet a également permis de constituer une vaste base de données sur les marchés des services d'efficacité énergétique – couvrant à la fois les contrats de performance énergétique (CPE) et les contrats de fourniture d'énergie – qui peut être consultée sur son site officiel. L'équipe a comparé les résultats recueillis en 2017 et 2019 avec les enquêtes précédentes de 2013 et 2015. Elle a notamment révélé que les marchés CPE sont en pleine croissance,

que le concept CPE est généralement perçu comme trop complexe et qu'une pression pour réduire les coûts de l'énergie anime l'ensemble du marché.

Les parties prenantes sont globalement très satisfaites du travail effectué dans le cadre de QualitEE. À terme, l'équipe espère que le projet stimulera la croissance en suscitant une amélioration de la confiance, de l'information et de la normalisation.

REMARQUE: Cet article a été réimprimé à partir de l'édition 2020 du Results Pack sur le financement privé pour l'efficacité énergétique.

PROJET

QualitEE – Quality certification frameworks for Energy Efficiency services to scale up responsible investment in the building sector

COORDONNÉ PAR

e7 energy innovation and engineering en Autriche

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/754017/fr

SITE WEB DU PROJET

qualitee.eu



Intégrer le coût des rénovations de l'efficacité énergétique dans la facture d'électricité

Un nouveau mécanisme de financement aide les propriétaires à rénover leur maison avec l'aide de leur société de services publics, un moyen d'apporter les rénovations tant attendues au parc immobilier européen.

Une rénovation intensive du parc immobilier est essentielle pour réaliser l'objectif de neutralité climatique de l'UE. Le potentiel d'économies d'énergie est important et la plupart des solutions techniques existent déjà, il ne reste plus qu'à les mettre en œuvre à grande échelle.

Alors, pourquoi tout le monde ne le fait-il pas? «La rénovation d'un logement est souvent trop coûteuse pour de nombreuses familles

européennes», explique Pablo González Reed, consultant chez Creara Energy Experts. «Bien que ces rénovations permettent aux propriétaires de faire des économies à long terme, beaucoup n'ont pas les moyens de payer directement les travaux.»

Une solution possible à ce problème est le recours aux systèmes de financement sur facture (OBS). «Les OBS sont un mécanisme de financement relativement nouveau où la société de services publics



couvre le coût initial des rénovations», explique Pablo González. «Comme pour un prêt, le propriétaire rembourse ensuite la société de services publics via sa facture énergétique mensuelle.»

Si les OBS ont le potentiel de mettre les rénovations énergétiques à la portée de presque tous les propriétaires, le soutien des sociétés de services publics et des financiers est indispensable à leur fonctionnement. Or, selon Pablo González Reed, les sociétés de services publics sont généralement sceptiques à l'égard des OBS,

et les institutions financières abordent l'idée du point de vue du créancier.

«Les bailleurs de fonds ne considèrent pas les économies d'énergie réalisées grâce à la rénovation comme un facteur clé pour mesurer le succès de ces mécanismes de financement», explique-t-il. «Et

pour que les OBS fonctionnent, nous avons besoin de la coopération à la fois des services publics de l'énergie et des institutions financières.»

C'est là qu'intervient le projet Ren-on-Bill (Residential Building Energy Renovations with On-Bill Financing), financé par l'UE. Coordonné par Creara Energy Experts, le projet conçoit un ensemble de modèles commerciaux OBS innovants, fiables et reproductibles, adaptés aux différents besoins et situations que peuvent rencontrer les services publics lorsqu'ils cherchent à commercialiser ce type de services.

«Nous aménageons également ces modèles commerciaux pour attirer les investissements des institutions financières et trouver des synergies entre les secteurs énergétique et financier», ajoute Pablo González Reed.

Un portefeuille de solutions efficaces

Au cœur du projet, qui a remporté le prix du citoyen à l'occasion de l'édition 2021 des EU Sustainable Energy Awards, se trouve la création d'un réseau de parties prenantes. Ce réseau est constitué de plateformes énergétiques nationales basées en Allemagne, en Italie, en Lituanie et en Espagne.

«Nos activités de mobilisation des parties prenantes nous ont permis d'identifier tous les défis potentiels liés à la mise en œuvre des OBS dans chaque pays cible», fait remarquer Pablo González Reed. «Cette démarche était essentielle pour permettre au projet de comprendre

la situation unique de chaque pays et de développer un portefeuille de solutions efficaces.»

L'une de ces solutions est l'outil d'évaluation des rénovations énergétiques. «Cet outil offre un moyen simple de comprendre la faisabilité énergétique et économique d'une campagne de rénovation énergétique sur un groupe de logements sélectionnés», explique Pablo González Reed.

L'outil, qui est en train de migrer vers une version en ligne, a reçu de nombreux éloges de la part des sociétés de services publics et des bailleurs de fonds.

Pénétrer de nouveaux marchés

Bien que le projet soit encore en cours, Ren-on-Bill a déjà fait progresser l'acceptation à grande échelle de l'OBS. «Une grande partie du scepticisme initial qui entourait ces mécanismes de financement au début du projet a depuis été dissipé», souligne Pablo González Reed.

Avec l'adhésion d'un plus grand nombre de services publics et de bailleurs de fonds, le projet s'appuie désormais sur son vaste réseau pour reproduire ses premiers succès sur d'autres marchés. «Les résultats du projet ont été conçus de manière à être facilement reproductibles», conclut Pablo González Reed. «Nous continuerons ainsi à promouvoir la mise en œuvre de l'OBS comme moyen de stimuler le taux de rénovation énergétique du parc immobilier de l'UE, qui en a bien besoin.»

PROJET

Ren-on-Bill – Residential Building Energy Renovations with On-Bill Financing

COORDONNÉ PAR

Creara Consultores en Espagne

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/847056/fr

SITE WEB DU PROJET

renonbill.eu



Des prêts hypothécaires verts pour stimuler la demande de logements économes en énergie

Tant les propriétaires que les banques ont été réticents à investir dans les bâtiments économes en énergie. Mais les choses sont en train de changer. Le projet SMARTER a fait évoluer les mentalités en proposant des critères écologiques globaux et un cadre ambitieux pour les prêts hypothécaires.



© limeart, Shutterstock

L'écologisation des logements n'est pas tant un défi technique qu'un défi financier. Sans l'adhésion des institutions financières, les bâtiments à haute efficacité énergétique ne pourront jamais atteindre leur plein potentiel pour soutenir les objectifs climatiques de l'Europe.

«Il est temps d'emprunter de manière responsable et de construire avec sagesse», déclare Steven Borncamp, directeur de projet au Romania Green Building Council et coordinateur du projet SMARTER. «On pense souvent que l'achat d'une maison écologique présente des avantages financiers à long terme. Mais la vérité

est qu'elle procure des avantages immédiats dès le premier mois de propriété.»

SMARTER veut que nous privilégions des maisons plus écologiques dans nos décisions d'investissement. Pour atteindre cet objectif, le projet a mis en lumière les avantages des mesures de durabilité et a expliqué aux familles comment y souscrire. Il a également aidé les investisseurs et les promoteurs à comprendre les critères de performance énergétique et à démontrer cette performance aux acheteurs.

Dans le cadre du projet, les conseils de construction verte ont mis au point des certifications écologiques holistiques qui peuvent donner aux banques une réponse toute prête et fiable à la question «La maison que nous finançons est-elle écologique et résiliente au changement climatique?». «Nous avons créé un cadre crédible, ambitieux mais réalisable, pour définir des prêts hypothécaires verts conformes aux performances environnementales que notre planète et nos citoyens exigent», explique Steven Borncamp.

Le projet SMARTER a rassemblé des recherches sur la relation entre le risque financier des maisons écologiques et celui des maisons non écologiques, et a présenté un nombre important de projets qui respectent les critères écologiques holistiques requis par leurs certifications. «Nous avons avancé un argument très convaincant selon lequel les banques devraient exiger des performances énergétiques et d'autres critères environnementaux très ambitieux pour qualifier leurs projets financiers verts», ajoute Steven Borncamp.

Deux plateformes, un seul objet

Le projet a mis en place deux plateformes principales: la plateforme d'investissement dans les maisons vertes et l'écosystème des fournisseurs de solutions pour les maisons vertes.

Sur la première, les parties prenantes peuvent suivre l'évolution du financement des logements verts. «La plateforme comprend des recherches opportunes sur la manière dont le "vert" affecte le risque et la performance financière, les développements clés qui intéressent les communautés bancaires et d'investissement, et même des informations sur les projets résidentiels en cours», fait remarquer Steven Borncamp.

La seconde, les fournisseurs de solutions pour les maisons vertes, constitue un écosystème de sociétés fournissant des services, des matériaux, des technologies et d'autres produits nécessaires pour

donner vie à un projet résidentiel vert. Cela est non seulement formidable pour les propriétaires, mais aide également les sociétés à augmenter le nombre d'opportunités de projets à venir.

Depuis son lancement en 2019, SMARTER a aidé les banques à passer d'une vision du financement vert comme un domaine à surveiller à celle d'un domaine nécessitant une réponse urgente. Malgré les hésitations et les incertitudes liées à la pandémie, 74 projets d'une valeur totale de 3,35 milliards d'EUR sont, soit déjà certifiés, soit en cours de certification. Selon Steven Borncamp, cela démontre que les maisons écologiques ne constituent pas un marché de niche comme on le prétend souvent.

Le projet, initialement centré sur 12 pays européens, s'est récemment étendu au Brésil, à la Colombie, à l'Indonésie, à la Moldavie et au Maroc. La Colombie et la Moldavie ont été les premiers à lancer leurs programmes de prêts hypothécaires verts à l'aide des outils SMARTER, et les autres pays ont suivi fin 2021.



On pense souvent que l'achat d'une maison écologique présente des avantages financiers à long terme. Mais la vérité est qu'elle procure des avantages immédiats dès le premier mois de propriété.

PROJET

SMARTER – SMARTER Finance for Families – Improving Citizens' Health, Comfort and Financial Well-Being by Supporting Banks, Residential Investors and Solution Providers with Green Homes and Green Mortgage programs

COORDONNÉ PAR

Conseil du bâtiment durable en Roumanie

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/847141/fr

SITE WEB DU PROJET

c2e2.unepdtu.org/smarter



Un instrument financier innovant peut accélérer la rénovation en profondeur des bâtiments de l'ère soviétique en Lettonie

En créant un instrument financier entièrement nouveau qui permet un financement à long terme à des conditions et modalités abordables, le projet SUNShINE a permis de surmonter les principaux obstacles auxquels se heurtent les rénovations énergétiquement performantes. Les projets de rénovation en cours ont pour objectif de réduire jusqu'à 60 % la consommation d'énergie.

L'époque soviétique n'a pas vraiment brillé par son architecture résidentielle. Des années 50 à la fin des années 80, des immeubles résidentiels à bas prix, communément appelés Khrouchtchevka, ont fleuri dans toute l'Europe de l'Est. Et le temps ne leur a pas rendu service. En Lettonie, par exemple, la

plupart des bâtiments continuent de se détériorer à un rythme inquiétant malgré les subventions. «Sans une accélération significative du rythme des rénovations, la plupart des bâtiments multifamiliaux deviendront inhabitables», déclare Marika Roša de l'Université technique de Riga.



Lorsque ces bâtiments ont été construits, l'efficacité énergétique n'était pas du tout une préoccupation. Mais les choses ont changé. Ces bâtiments consomment généralement 50 à 60 % d'énergie de plus que nécessaire, alors que l'UE vise à réduire la consommation d'énergie des bâtiments d'au moins 32,5 % d'ici 2030. Alors pourquoi ne pas s'attaquer à ces deux problèmes simultanément?

«Rénover un bâtiment existant coûte moins d'un quart du budget de la construction d'un nouveau bâtiment. Cela peut permettre d'atteindre des normes d'efficacité énergétique élevées pendant au moins les 30 prochaines années, tandis que les résidents peuvent rester chez eux pendant les travaux», explique Marika Rošā. C'est précisément ce que propose le projet SUNSHINE (Save your bUildiNg by SavINg Energy – towards 202020 m² of deeply renovated multifamily residential buildings), qui réunit des parties prenantes lettones.



Sans une accélération significative du rythme des rénovations, la plupart des bâtiments multifamiliaux deviendront inhabitables.

Ce projet a permis de programmer la mise en œuvre de 31 projets dans toute la Lettonie, représentant un investissement total de 25,5 millions EUR. Neuf d'entre eux sont déjà à un stade avancé de développement et les autres devraient être achevés dans les deux prochaines années. Le LABEEF a par exemple abandonné un portefeuille de six bâtiments du partenaire du projet, RenEsco. Comme le souligne Marika Rošā, chaque CPE équivalait à un projet de 20 ans. «Chaque année, le projet doit fournir un rapport de mesure et de vérification (M&V)», remarque-t-elle.

Un site web a également été développé pour aider les CPE et les propriétaires de bâtiments multifamiliaux à développer leur

projet en conformité avec un processus standardisé. Cela permet de réduire les coûts de transaction, de stimuler le développement du marché et de fournir des outils et des lignes directrices aux ESCO intéressées par la rénovation profonde de bâtiments résidentiels.

Un nouvel instrument financier

En créant un instrument financier entièrement nouveau qui permet un financement à long terme à des conditions et modalités abordables, le projet surmonte les principaux obstacles auxquels se heurtent les rénovations énergétiquement performantes. Notamment le fait que de telles rénovations coûteraient normalement plus que ce que les propriétaires sont prêts à payer, que les économies d'énergie ne couvrent pas entièrement l'investissement et que la rénovation n'est pas nécessairement une priorité pour les familles.

SUNSHINE propose un contrat de performance énergétique normalisé et à long terme pour les rénovations profondes. Les sociétés de services énergétiques (ESCO) sont en contact direct avec les propriétaires d'appartements et comprennent exactement ce pour quoi ils paient. «La transparence de la structure tarifaire dans le contrat de performance énergétique (CPE) standardisé a été une question clé que nous avons étudiée. Le contrat prévoit également des garanties claires en matière d'efficacité énergétique, de confort et de performance intérieures, ainsi que de nouvelles pratiques de maintenance. Au lieu de devoir réagir aux réclamations, les ESCO procèdent désormais à une maintenance préalablement programmée», ajoute Marika Rošā. En outre, le projet a permis de lever un obstacle important qui empêchait les ESCO de s'engager dans des projets de rénovation énergétique: améliorer la capacité budgétaire des ESCO à prendre en charge davantage de projets. SUNSHINE a mis en place le mécanisme letton pour l'efficacité énergétique des bâtiments (LABEEF) dans le but d'abandonner les créances des CPE et donc de réduire les dettes inscrites au bilan des ESCO.

Au-delà de ces réalisations, SUNSHINE a permis d'atteindre des normes élevées en matière de qualité de rénovation, d'emplois et de perspectives de travail stables pour le secteur de la construction, et de proposer une solution susceptible d'attirer des financements privés. Il contribuera à préserver les logements existants au cours des 30 prochaines années et à soutenir les objectifs du «Pacte vert» de l'UE, en particulier sa vague de rénovation. «Le chemin à parcourir est long et difficile», déclare Marika Rošā. «Mais quand bien même, notre équipe a certainement marqué un point et démontré l'évolutivité de notre solution.»

REMARQUE: Cet article a été réimprimé à partir de l'édition 2020 du Results Pack sur le financement privé pour l'efficacité énergétique.

PROJET

SUNSHINE – Save your bUildiNg by SavINg Energy – towards 202020m² of deeply renovated multifamily residential buildings

COORDONNÉ PAR

Université technique de Riga en Lettonie

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/649689/fr

SITE WEB DU PROJET

sharex.lv



Solution de financement innovante pour les investissements de milieu de gamme en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables dans l'industrie

Les PME privées du soutien des investisseurs ont désormais la possibilité de mener à bien leurs projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables grâce à une nouvelle solution développée dans le cadre du projet TrustEE. La plateforme leur donne accès aux technologies, à l'évaluation technique et au financement. Elle réduit considérablement les risques pour tous les acteurs concernés.



© Oleksy Mark, Shutterstock

Si vous êtes propriétaire d'une PME et souhaitez investir dans des processus de production à faible émission de carbone ou à haut rendement énergétique, il y a de fortes chances que vous ayez peiné à obtenir le soutien d'investisseurs. En réalité, vous n'êtes pas seul. Même si la technologie permet d'économiser jusqu'à 10% d'énergie et de couvrir 50% des besoins restants grâce aux énergies

renouvelables (en fonction de la technologie), les investissements tiers restent difficiles à obtenir.

Les raisons de ce manque d'enthousiasme sont nombreuses. Les banques et les investisseurs ne possèdent pas le savoir-faire technique, les coûts des transactions sont élevés, et les projets ne

bénéficient souvent pas des garanties de crédit et de performance requises. Pire encore, il n'existe ni procédures normalisées, ni normes industrielles.

«Les énergies renouvelables (ER) et l'efficacité énergétique (EE) ne sont pas réalisées malgré une conception bien pensée. Le risque est généralement jugé trop élevé en raison d'un manque d'expertise technique en matière d'ER/EE», affirme Christoph Brunner, directeur général de AEE INTEC et coordinateur du projet TrustEE (Innovative market based Trust for Energy Efficiency investments in industry).

De l'évaluation à l'investissement

TrustEE contourne ces problèmes avec une nouvelle solution sur mesure de soutien aux investisseurs. Au lieu de leur transmettre des informations qu'ils ne comprennent pas, TrustEE prend en charge l'ensemble du processus. Il passe au crible l'efficacité industrielle et les projets d'énergies renouvelables, les optimise grâce à une évaluation technique et propose un refinancement flexible. Sa plateforme est spécialement conçue pour ce que Christoph Brunner appelle les projets «de milieu de gamme». Il s'agit de projets qui n'ont pratiquement pas accès à un financement externe, qui ont une faible capacité d'EE/RE et un manque de savoir-faire spécifique, mais qui sont engagés dans la décarbonation industrielle.

«Si l'évaluation du projet s'avère positive, TrustEE l'ajoutera à son portefeuille. La plateforme comprend déjà l'EE thermique, le processus de chaleur solaire, la biomasse et le biogaz. Les projets de pompes à chaleur sont prêts à être mis en œuvre, et le photovoltaïque, les systèmes de contrôle optimisés et d'autres technologies suivront sous peu», ajoute Christoph Brunner.

Pour la première fois dans ce secteur, un outil unique permet de gérer le développement, l'évaluation et le financement des projets. Le processus se traduit par une réduction significative des risques pour toutes les parties prenantes: l'utilisateur final industriel a accès à des solutions d'EE/RE à faible risque et à faible incidence sur son bilan; les fournisseurs de

technologie peuvent pousser leurs solutions et mobiliser leur capital pour de nouveaux projets; et les investisseurs qui font confiance au «label TrustEE» peuvent enfin intégrer des projets d'EE/RE viables dans leur portefeuille.

Les trois groupes de parties prenantes ont été impliqués dans toutes les phases du projet afin d'assurer le succès commercial de la plateforme. «Leurs retours d'information ont permis de constamment améliorer le concept TrustEE et le traitement des projets soumis. De plus, ils ont été associés à des essais continus et au développement de la plate-forme TrustEE», explique Christoph Brunner. «Les solutions finales et les résultats du projet répondent à leurs besoins et nous sommes convaincus que notre approche contribuera de manière significative à la décarbonation industrielle.»

Le consortium est maintenant engagé dans le processus de commercialisation de leurs solutions. Le véhicule de titrisation de TrustEE (qui achète les créances et les convertit en obligations environnementales et en tranches offertes aux investisseurs sur les marchés de capitaux) est prêt à être mis en œuvre, tandis que la solution d'évaluation a été transférée à une plateforme commerciale avec un volume d'investissement de plus de 10 millions EUR. «Globalement, TrustEE est une approche à double sens, une évaluation normalisée des projets comme base d'un financement innovant. Les technologies EE/RE mises en œuvre seront progressivement étendues hors du projet dans les prochains mois», conclut Christoph Brunner.

Plus précisément, les plans commerciaux se concentreront d'abord sur l'Autriche, l'Allemagne et la Suède, avant d'être étendus à d'autres pays européens et tiers.

REMARQUE: Cet article a été réimprimé à partir de l'édition 2020 du Results Pack sur le financement privé pour l'efficacité énergétique.



Globalement, TrustEE est une approche à double sens, une évaluation normalisée des projets comme base d'un financement innovant. Les technologies EE/RE mises en œuvre seront progressivement étendues hors du projet dans les prochains mois.

PROJET

TrustEE – Innovative market based Trust for Energy Efficiency investments in industry

COORDONNÉ PAR

AEE INTEC en Autriche

FINANCÉ AU TITRE DE

Horizon 2020-ENERGY

FICHE DESCRIPTIVE CORDIS

cordis.europa.eu/project/id/696140/fr

SITE WEB DU PROJET

trust-ee.eu





Depuis son lancement en 2016, l'initiative des forums d'investissement dans l'énergie durable (Forums SEI) a travaillé avec des parties prenantes nationales afin d'améliorer l'accès au financement des investissements dans l'énergie durable.

Les Forums SEI organisent des événements dans toute l'UE pour présenter les meilleures pratiques dans le développement de projets et les programmes d'investissement dans l'énergie durable, et pour engager un dialogue avec le secteur financier, les autorités publiques et l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la production d'investissements dans l'énergie durable. Plus de 40 événements ont été organisés jusqu'à présent par la Commission européenne (DG Energy et CINEA), en partenariat avec des représentants nationaux.

Les événements des Forums SEI sont axés sur les investissements dans l'efficacité énergétique des bâtiments publics et résidentiels, ainsi que dans les segments industriels et des PME. Les approches abordées comprennent la mise en place d'instruments financiers mêlant financement public et privé, l'aide au développement de projets et l'intégration de l'efficacité énergétique dans le secteur financier. Cette initiative soutient la mise en œuvre de plusieurs politiques menées par l'UE, dont les plans nationaux en matière d'énergie et de climat, les stratégies de rénovation à long terme, les plans pour la reprise et la résilience, et la mise en œuvre de nouveaux programmes de financement de l'UE et d'initiatives de financement.

Le contrat actuel des Forums SEI arrive à terme en décembre 2023.

Pour plus d'informations, veuillez consulter:

- Initiative des forums d'investissement dans l'énergie durable: bit.ly/EU_SEIF
- Plans nationaux en matière d'énergie et de climat: bit.ly/EU_NEACP
- Stratégies de rénovation à long terme: bit.ly/EU_LTRST
- Plans nationaux pour la reprise et la résilience: bit.ly/EU_NRARP

EEFIG

Le Groupe des institutions financières pour l'efficacité énergétique

L'EEFIG a été créé en 2013 par la Direction générale de l'énergie de la Commission européenne et l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement. L'EEFIG apporte une contribution significative à l'accélération du financement privé de l'efficacité énergétique. Grâce à la conception de politiques et à des solutions fondées sur le marché, l'EEFIG travaille à accroître l'ampleur des investissements dans l'efficacité énergétique à travers l'Europe. Composé de plus de 300 représentants issus de plus de 200 organisations, la force de l'EEFIG réside dans ses membres — des institutions financières publiques et privées, des représentants de l'industrie et des experts du secteur.

bit.ly/EU_EEFIG

Results Pack de CORDIS

Disponible en ligne en six langues: cordis.europa.eu/article/id/422225/fr



Publié

au nom de la Commission européenne par CORDIS
à l'Office des publications de l'Union européenne
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

cordis@publications.europa.eu

Coordination éditoriale

Birgit BEN YEDDER, Staffan VOWLES

Avis de non-responsabilité

Les indications en ligne concernant le projet et les liens publiés dans le numéro actuel de ce Results Pack de CORDIS sont corrects au moment où cette publication est mise sous presse. L'Office des publications ne peut être tenu pour responsable des informations qui ne sont plus à jour ou des sites web qui n'existent plus. Ni l'Office des publications ni aucune autre personne agissant en son nom n'est responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans cette publication ou de toute erreur qui pourrait subsister dans les textes, malgré l'attention portée à leur préparation.

Les technologies présentées dans cette publication peuvent faire l'objet de droits de propriété intellectuelle.

Ce Results Pack est le fruit d'une collaboration entre CORDIS et l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement.

| | | | |
|-------|------------------------|--------------------|-------------------|
| Print | ISBN 978-92-78-42727-6 | doi:10.2830/71129 | ZZ-AK-21-014-FR-C |
| HTML | ISBN 978-92-78-42714-6 | doi:10.2830/972171 | ZZ-AK-21-014-FR-Q |
| PDF | ISBN 978-92-78-42717-7 | doi:10.2830/39532 | ZZ-AK-21-014-FR-N |

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2022

© Union européenne, 2022

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou de tout autre matériel dont l'Union européenne ne possède pas les droits d'auteur requiert l'autorisation préalable des titulaires des droits en question.

Photo de couverture: © Union européenne, 2022

Réaliser le pacte vert – CINEA

Tous les projets présentés dans ce Results Pack sont gérés par CINEA, l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement, créée par la Commission européenne sous la devise «Financer un avenir vert pour l'Europe». CINEA contribue au pacte vert pour l'Europe en mettant en œuvre des portions des programmes de financement de l'UE pour le transport, l'énergie, l'action pour le climat, l'environnement et la pêche en mer et l'aquaculture. CINEA gère désormais le mécanisme pour l'interconnexion en Europe 2 (Transport et Énergie), le Cluster «Climat, Énergie et Mobilité» d'Horizon Europe, le programme LIFE, le Fonds pour l'innovation, le Fonds européen pour la pêche maritime et l'aquaculture, le mécanisme de financement des énergies renouvelables et le mécanisme de prêt au secteur public dans le cadre du mécanisme pour une transition juste. Il cherche en outre à promouvoir les synergies entre les programmes afin d'en faire bénéficier les citoyens de l'UE et de promouvoir la croissance économique.

CINEA met en œuvre deux défis sociétaux du programme Horizon 2020: Une énergie sûre, propre et efficace, et des transports intelligents, verts et intégrés. CINEA fournit des services de gestion technique et financière à toutes les étapes du cycle de vie des programmes et des projets, depuis les appels à propositions, l'évaluation des projets et l'attribution des aides financières, jusqu'au suivi de la mise en œuvre des projets et au contrôle de l'utilisation des fonds alloués.

CINEA assure la visibilité des opportunités de financement de l'UE et des résultats de projets – et soutient les candidats et bénéficiaires potentiels, leur permettant de profiter de la longue expérience de l'Agence dans la mise en œuvre de programmes avec un haut niveau de performance.

Vous trouverez de plus amples informations sur le site web de CINEA à l'adresse: cinea.ec.europa.eu/index_fr

Suivez-nous aussi sur les réseaux sociaux!



@CINEA_EU
@CleanEnergy_EU



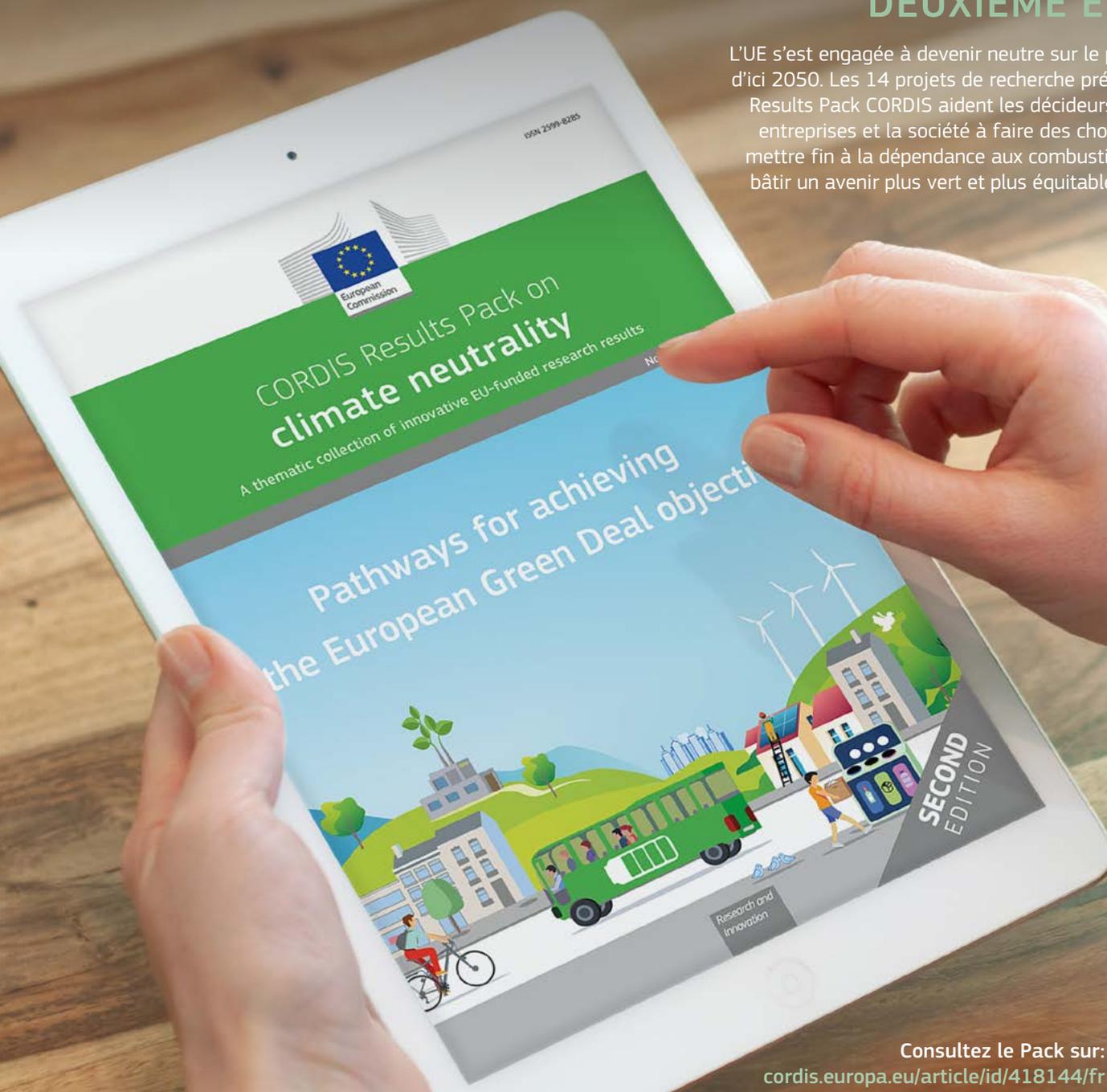
@CINEA



@CINEATube

RESULTS PACK SUR LA NEUTRALITÉ CLIMATIQUE – DEUXIÈME ÉDITION

L'UE s'est engagée à devenir neutre sur le plan climatique d'ici 2050. Les 14 projets de recherche présentés dans ce Results Pack CORDIS aident les décideurs politiques, les entreprises et la société à faire des choix éclairés pour mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles et bâtir un avenir plus vert et plus équitable pour l'Europe.



Consultez le Pack sur:
cordis.europa.eu/article/id/418144/fr



Office des publications
de l'Union européenne



Suivez-nous aussi sur les réseaux sociaux!
facebook.com/EUresearchResults
twitter.com/CORDIS_EU
youtube.com/CORDISdotEU
instagram.com/eu_science

FR